



Comité Monétaire et Financier National

Réunion du 10 mars 2010

Communiqué de presse

Le Comité Monétaire et Financier National du Tchad s'est réuni le mercredi 10 mars 2010, dans les locaux de la Direction Nationale de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) à N'Djamena, sous la présidence de Monsieur GATA NGOULOU, Ministre des Finances et du Budget, en présence du Gouverneur de la BEAC, Monsieur Lucas ABAGA NCHAMA.

Passant en revue l'évolution de l'environnement économique international, le Comité a relevé que celui-ci renouait avec une phase ascendante après la récession exceptionnellement sévère de 2009. Selon les prévisions du Fonds Monétaire International, la croissance mondiale en 2010 devrait se situer à 3,9 % et ensuite progresser de 4,3 % en 2011. Cependant, ce retournement favorable de l'activité économique internationale n'est pas uniformément reparti selon les régions. La reprise devrait être peu vigoureuse dans les pays les plus développés et serait dépendante des aides publiques, tandis que les pays émergents bénéficieraient des perspectives nettement plus prometteuses.

Pour le continent africain, les projections de croissance devraient s'inscrire à 1,9 % en 2009 et à 4,3 % en 2010 pour progresser à nouveau de 5,3 % en 2011. La même tendance serait observée en Afrique subsaharienne. Dans la *Zone CEMAC*, l'année 2009 s'est terminée par une faiblesse généralisée de l'activité économique avec un taux de croissance estimé à 2,4 % contre 4,1 % en 2008, à cause de la propagation des effets de la crise internationale dans les économies des pays membres.

La forte baisse de l'activité et la hausse des écarts de production ont réduit les tensions inflationnistes. Au niveau mondial, le coût de la vie progresserait de 0,1 % en 2009 à 1,3 % en 2010. Ainsi, dans les économies avancées, la nette progression des prix de l'énergie a été plus que compensée par le ralentissement des coûts de la main-d'œuvre, alors que dans les pays émergents et les pays en développement, le taux d'inflation s'établirait à 6,2 % en 2010 contre 5,2% en 2009.

S'agissant de l'économie tchadienne, les membres du Comité ont noté, sur la base des tendances observées au cours du troisième trimestre 2009, un tassement global des activités malgré la poursuite des travaux de construction des infrastructures publiques et privées. Ce ralentissement a eu pour cadre un environnement marqué :

- au plan intérieur, par une dégradation des finances publiques, une baisse des productions agricoles et cotonnières et le maintien des tensions inflationnistes.
- au plan extérieur, par les effets induits de la crise financière sur les cours mondiaux du pétrole brut, l'appréciation du dollar américain par rapport au franc CFA et le repli des cours internationaux du coton.

La prépondérance des facteurs contraires a altéré les performances économiques nationales. Ainsi, selon les prévisions de l'INSEED, le recul du Produit Intérieur Brut réel devrait se situer à 1,3% en 2009 contre la légère hausse de 0,6 % en 2008. L'inflation s'accroîtrait en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et pourrait atteindre 10,1 % à fin 2009 contre une prévision initiale de 4 %.

Pour ce qui est des finances publiques, l'exécution du budget de l'Etat devrait se solder, à fin septembre 2009, par un déficit, base caisse, de 235,7 milliards. En effet, les recettes de l'Etat ont diminué en un an de 45,3%, pour se situer à 368,2 milliards, contre 672,9 milliards précédemment. Cette baisse est imputable, pour l'essentiel, à la chute des recettes pétrolières due à l'effondrement des cours de l'or noir sur le marché international.

S'agissant de la situation monétaire à fin novembre 2009, le Comité a noté que les agrégats ont connu une progression d'ensemble de 1,2 %, découlant des variations contrastées de ses principales composantes, à savoir une légère baisse de la masse monétaire de 1,2 %, un repli des avoirs extérieurs nets de 56,4 % contre une forte hausse du crédit intérieur de 2 645,8 %.

En ce qui concerne le marché monétaire, le Comité a relevé que l'encours moyen mensuel des injections de liquidité de l'Institut d'Emission sur les deux guichets (A et B) a quasiment doublé et l'objectif de refinancement a été revu à la hausse au dernier trimestre de 2009 de 15 000 millions à 20 000 millions.

Le Comité de Politique Monétaire, lors de sa session qui s'est tenue à Douala le 17 décembre 2009, a décidé de maintenir inchangés les taux d'intervention de la BEAC. Ces derniers avaient été réaménagés le 30 juin 2009 avec effet le 2 juillet 2009, afin de soutenir l'activité économique et l'emploi dans la sous-région.

Sur la base du cadrage de la Programmation Monétaire pour 2010 permettant de définir l'objectif de refinancement, le Comité a proposé au Comité de Politique Monétaire de la BEAC de le fixer à 15 000 millions pour le deuxième trimestre 2010 et également à 15 000 millions pour le troisième trimestre 2010.

Le Comité a pris acte de deux accords de classement délivrés sur la signature de la Cotontchad pour le financement de la campagne coton 2009/2010 et de la campagne productivité 2010/2011.

En outre, il a été informé de la situation du Tchad au regard des critères de convergence dont deux sur quatre ont été respectés.

Le Comité a également suivi les comptes rendus des décisions des Conseils d'Administration de la BEAC, des Comités de Politique Monétaire, des Comités Ministériels de l'UMAC, de la réunion trimestrielle BEAC-APEC-TCHAD et de la réunion du Conseil National de Crédit relatif au Taux Effectif Global et au Taux d'Usure.

Fait à N'Djamena, le 10 mars 2010

**Le Président du Comité Monétaire
et Financier National du Tchad**

GATA NGOULOUE